

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/200360]

1^{er} DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 relatif à l'aménagement foncier des biens ruraux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.269, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018, D.271/1, inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018, D.279 et D.335, modifiés par le décret-programme du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 relatif à l'aménagement foncier des biens ruraux;

Vu le rapport du 9 juillet 2023 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale clôturée en date du 8 novembre 2023;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 14 juillet 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 74.131/2/V;

Vu la décision de la section de législation du 31 août 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 relatif à l'aménagement foncier des biens ruraux l'alinéa suivant est ajouté: « Le comité d'aménagement foncier est composé au maximum de deux tiers de membres d'un même sexe. ».

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o l'Organisme payeur; »;

b) à l'alinéa 3, les mots « de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie ».

Art. 3. Dans l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « et fixe son siège » sont abrogés;

b) l'alinéa suivant est ajouté: « Le comité subrégional d'aménagement foncier est composé au maximum de deux tiers de membres d'un même sexe. »;

Art. 4. Dans l'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1^o est complété par les mots ", que ces réunions aient lieu en présence, à distance ou en mode hybride »;

b) au 2^o, les mots « pour la participation à une ou plusieurs réunions en présence, » sont insérés entre les mots « une indemnité de parcours » et le mot « qui »;

c) au 3^o, les mots « pour la participation à une ou plusieurs réunions en présence, » sont insérés entre les mots « une indemnité de séjour » et les mots « calculée en application »;

d) l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La participation au vote dans le cadre d'une procédure écrite ne donne pas droit à une indemnité. ».

Art. 5. A l'annexe 1 du même arrêté, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'article 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le comité se réunit en présence, à son siège ou à tout autre endroit déterminé par le président, ou à distance, par visioconférence, ou en mode hybride chaque fois que les opérations d'aménagement foncier le requièrent. Le président fixe le type, le jour, l'heure et l'ordre du jour des réunions. »;

b) un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le comité peut également prendre ses décisions par procédure écrite, selon les modalités définies à l'article 8. »;

2^o à l'article 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « séance » est remplacé par le mot « réunion »;

b) les mots « par écrit ou par voie électronique au moins huit jours avant la date de la réunion » sont remplacés par les mots « par écrit au moins huit jours avant la date de la réunion ou par voie électronique au moins cinq jours avant la date de la réunion »;

c) l'article est complété par les mots « et le lieu de la réunion en présence ou le lien de la visioconférence à distance »;

3^o à l'article 3, les mots « l'Administration » sont chaque fois remplacés par les mots « de l'Administration, »;

4^o à l'article 4, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le mot « séances » est remplacé par le mot « réunions »;
- b) le mot « séance » est remplacé par le mot « réunion »;
- c) les mots « les jours, heure et lieu » sont remplacés par les mots « les jour, heure et lieu ou lien »;
- 5° à l'article 5, les modifications suivantes sont apportées :
- a) le mot « séances » est remplacé par le mot « réunions »;
- b) le mot « séance » est remplacé par le mot « réunion »;
- 6° à l'article 6, le mot « présents » est remplacé par les mots « participant à la réunion »;
- 7° à l'article 7, les modifications suivantes sont apportées :
- a) le mot « présents » est remplacé par les mots « participant à la réunion »;
- b) les mots « soit par vote par écrit, » sont insérés entre les mots « soit par vote à main levée, » et les mots « selon la décision du président »;
- 8° à l'article 8, les modifications suivantes sont apportées :
- a) les mots « , dûment justifiée » sont remplacés par les mots « ou pour prendre des décisions ne nécessitant pas l'organisation d'une réunion »;
- b) les mots « sur un point particulier » sont remplacés par les mots « sur un ou des points particuliers »;
- c) l'article est complété par la phrase suivante : « La procédure écrite fait l'objet d'un procès-verbal qui contient la justification de l'emploi de cette procédure. »;
- 9° à l'article 11, les mots « ne peut pas être présent aux délibérations ni participer à un vote » sont remplacés par les mots « ne peut participer ni aux délibérations ni au vote ».
- 10° l'article 12 est remplacé par ce qui suit :
- « Art. 12. Dès que le projet de procès-verbal est rédigé, le président ou le secrétaire l'adresse par voie électronique pour relecture aux membres ayant participé à la réunion, avec copie pour information aux autres membres. Le délai dans lequel la relecture est demandée est expressément indiqué dans l'envoi; passé ce délai, le projet de procès-verbal est considéré comme relu. Le cas échéant, le président ou le secrétaire apporte les modifications de fond et de forme au projet de procès-verbal et le soumet à une nouvelle relecture selon les mêmes modalités.
- Dès que le procès-verbal est relu, le président ou le secrétaire l'adresse par voie électronique pour approbation à tous les membres. Le délai dans lequel l'approbation est demandée est expressément indiqué dans l'envoi; passé ce délai, le procès-verbal est considéré comme approuvé. Si le projet de procès-verbal n'a fait l'objet d'aucune modification autre que de forme, la relecture par les membres vaut approbation.
- Le procès-verbal, qui contient l'indication de sa date d'approbation et des membres qui l'ont approuvé, est soumis à la signature du président et du secrétaire. »;
- 11° l'article 13 est remplacé par ce qui suit :
- « Art. 13. Les procès-verbaux des réunions sont consignés les uns à la suite des autres dans un registre. Le registre et les procès-verbaux des réunions sont conservés dans les archives du comité. ».
- Art. 6.** A l'annexe 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :
- 1° à l'article 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
- a) l'alinéa unique, devenant l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :
- « La commission se réunit en présence, au siège du comité ou à tout autre endroit déterminé par le président, ou à distance, par visioconférence, ou en mode hybride dans les quinze jours de toute demande d'avis introduite par le comité d'aménagement foncier. Le président fixe le type, le jour, l'heure et l'ordre du jour des réunions. »;
- b) l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :
- « La commission peut également se réunir anticipativement à toute demande d'avis attendue du comité, dans les cas prévus par le Code et à l'initiative du président. »;
- 2° à l'article 2, les modifications suivantes sont apportées :
- a) le mot « séance » est remplacé par le mot « réunion »;
- b) les mots « par écrit ou par voie électronique au moins huit jours avant la date de la réunion » sont remplacés par les mots « par écrit au moins huit jours avant la date de la réunion ou par voie électronique au moins cinq jours avant la date de la réunion »;
- c) l'article est complété par les mots « et le lieu de la réunion en présence ou le lien de la visioconférence à distance »;
- 3° l'article 3 est remplacé par ce qui suit :
- « Art. 3. Tout membre empêché d'assister à la réunion invite son suppléant à l'y remplacer.
- Lorsqu'un membre choisi dans le groupe des titulaires de droits réels ou dans le groupe des occupants et son suppléant sont empêchés d'assister à la réunion, le suppléant invite l'autre membre suppléant choisi dans le même groupe à l'y remplacer. »;
- 4° à l'article 4, le mot « séances » est chaque fois remplacé par le mot « réunions »;
- 5° à l'article 5, les modifications suivantes sont apportées :
- a) le mot « séances » est remplacé par le mot « réunions »;
- b) le mot « séance » est remplacé par le mot « réunion »;
- 6° à l'article 6, le mot « présents » est remplacé par les mots « participant à la réunion »;
- 7° à l'article 7, les modifications suivantes sont apportées :
- a) le mot « présents » est chaque fois remplacé par les mots « participant à la réunion »;
- b) les mots « soit par vote par écrit, » sont insérés entre les mots « soit par vote à main levée, » et les mots « selon la décision du président »;

8° à l'article 9, les mots « ne peut pas être présent aux délibérations ni participer au vote » sont remplacés par les mots « ne peut participer ni aux délibérations ni au vote »;

9° l'article 10 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Le procès-verbal de chaque réunion est approuvé lors de la réunion et est soumis à la signature du président et du secrétaire. »;

10° l'article 11 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. Les procès-verbaux des réunions sont consignés les uns à la suite des autres dans un registre. Le registre et les procès-verbaux des réunions sont conservés dans les archives de la commission. ».

Art. 7. A l'annexe 3 du même arrêté, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° est inséré le D.277 rédigé comme suit :

« D.277 = notification aux intéressés du début de l'opération d'aménagement foncier »;

2° est inséré le D.299 rédigé comme suit :

« D.299 = notification aux intéressés de leur extrait conforme de l'acte d'aménagement foncier ».

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 9. En ce qui concerne les articles 1^{er} et 3, la composition des Comités d'aménagement foncier, Comités subrégionaux d'aménagement foncier et des Comités de remembrement est adaptée au fur et à mesure que les membres cessent leur fonction au sein desdits Comités, en vue d'atteindre la parité souhaitée.

Art. 10. La Ministre de la Ruralité est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} décembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/200360]

1. DEZEMBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 über die Bodenordnung der ländlichen Güter

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.269, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, D.271/1, eingefügt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, D.279 und D.335, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 über die Bodenordnung der ländlichen Güter;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 9. Juli 2023;

Aufgrund der am 8. November 2023 abgeschlossenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der Antrag auf Begutachtung am 14. Juli 2023 unter der Nummer 74.131/2/V in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund der Entscheidung der Gesetzgebungsabteilung vom 31. August 2023, gemäß Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

Auf Vorschlag der Ministerin für ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 über die Bodenordnung der ländlichen Güter wird durch folgenden Absatz ergänzt: "Der Bodenordnungsausschuss besteht zu höchstens zwei Dritteln aus Mitgliedern desselben Geschlechts."

Art. 2 - Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019, wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

"1° Zahlstelle";

b) in Absatz 3 wird die Wortfolge "der operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" des öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt durch die Wortfolge "des öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie".

Art. 3 - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "und legt seinen Sitz fest" wird aufgehoben;

b) Folgender Absatz wird hinzugefügt: "Der Subregionale Bodenordnungsausschuss besteht zu höchstens zwei Dritteln aus Mitgliedern desselben Geschlechts.";

Art. 4 - Artikel 13 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 1 wird wie folgt ergänzt: ", unabhängig davon, ob diese Treffen als Präsenzveranstaltungen, als Fernveranstaltungen oder als Hybridveranstaltungen stattfinden";

b) in Ziffer 2 wird die Wortfolge "eine Fahrtkostenentschädigung, die" ersetzt durch die Wortfolge "eine Fahrtkostenentschädigung für die Teilnahme an einem oder mehreren Präsenzveranstaltungen, die";

c) in Ziffer 3 wird hinter die Wortfolge "eine Aufenthaltsentschädigung" die Wortfolge "für die Teilnahme an einem oder mehreren Präsenzveranstaltungen" eingefügt;

c) der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Teilnahme an der Abstimmung im Rahmen eines schriftlichen Verfahrens begründet keinen Anspruch auf eine Vergütung."

Art. 5 - In Anhang 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In Artikel 1 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Der Ausschuss tritt entweder in Präsenz an seinem Sitz oder an einem anderen, vom Vorsitzenden bestimmten Ort oder per Fernveranstaltung, Videokonferenz oder Hybridveranstaltung zusammen, wann immer die Bodenordnungsmaßnahmen dies erfordern. Der Vorsitzende legt die Art, den Tag, die Uhrzeit und die Tagesordnung der Versammlungen fest.";

b) zwischen die Absätze 1 und 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Der Ausschuss kann seine Beschlüsse auch im schriftlichen Verfahren nach den in Artikel 8 festgelegten Modalitäten fassen.";

2° In Artikel 2 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) das Wort "Sitzungsprotokoll" wird durch das Wort "Versammlungsprotokoll" ersetzt;

b) die Wortfolge "schriftlich oder auf dem elektronischen Weg wenigstens acht Tage vor dem Datum der Sitzung vor" wird durch die Wortfolge "schriftlich wenigstens acht Tage vor dem Datum der Versammlung oder auf dem elektronischen Weg wenigstens fünf Tage vor dem Datum der Versammlung vor" ersetzt;

c) der Artikel wird wie folgt ergänzt: "und den Ort der Präsenzveranstaltung oder bei einer Fernveranstaltung den Link der Videokonferenz";

3° in Artikel 3 wird das Wort "Sitzung" jeweils durch das Wort "Versammlung" ersetzt;

4° In Artikel 4 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) das Wort "Sitzungspolizei" wird durch die Wortfolge "Ordnungsgewalt in den Versammlungen" ersetzt;

b) das Wort "Sitzung" wird durch das Wort "Versammlung" ersetzt;

c) die Wortfolge "die Tage, Zeiten und den Ort" wird durch die Wortfolge "die Tage, Zeiten und den Ort oder den Link" ersetzt;

5° In Artikel 5 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) das Wort "Sitzungen" wird durch das Wort "Versammlungen" ersetzt;

b) das Wort "Sitzung" wird durch das Wort "Versammlung" ersetzt;

6° in Artikel 6 wird die Wortfolge "anwesenden Mitglieder" durch die Wortfolge "Mitglieder, die an der Versammlung teilnehmen," ersetzt;

7° In Artikel 7 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "anwesenden Mitglieder" wird durch die Wortfolge "Mitglieder, die an der Versammlung teilnehmen," ersetzt;

b) hinter die Wortfolge "oder durch Handerheben" wird die Wortfolge "oder durch schriftliche Stimmabgabe" eingefügt;

8° In Artikel 8 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "In einem ordnungsgemäß begründeten Dringlichkeitsfall" wird durch die Wortfolge "In einem Dringlichkeitsfall oder um Entscheidungen zu treffen, für die keine Versammlung einberufen werden muss," und das Wort "Sitzungsteilnehmer" wird durch das Wort "Versammlungsteilnehmer" ersetzt;

b) die Wortfolge "über einen bestimmten Punkt" wird durch die Wortfolge "über einen oder mehrere bestimmte Punkte" ersetzt;

c) der Artikel wird durch folgenden Satz ergänzt: "Das schriftliche Verfahren ist Gegenstand eines Protokolls, das die Begründung für die Anwendung dieses Verfahrens enthält.";

9° in Artikel 11 wird die Wortfolge "darf nicht bei der Beratung anwesend sein oder an einer Abstimmung teilnehmen" durch die Wortfolge "darf weder an der Beratung noch an der Abstimmung teilnehmen" ersetzt;

10° Artikel 12 wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 12 - Sobald der Entwurf des Protokolls erstellt ist, übermittelt der Vorsitzende oder der Sekretär ihn elektronisch zur Durchsicht an die Mitglieder, die an der Versammlung teilgenommen haben, und eine Kopie zur Information an die anderen Mitglieder. Die Frist, innerhalb derer das Korrekturlesen beantragt wird, wird in der Übermittlung ausdrücklich angegeben; nach Ablauf dieser Frist gilt der Protokollentwurf als korrektur gelesen. Gegebenenfalls nimmt der Vorsitzende oder der Sekretär inhaltliche und formale Änderungen am Protokollentwurf vor und unterzieht ihn nach denselben Modalitäten einem weiteren Korrekturlesen."

Sobald das Protokoll korrekturgelesen wurde, sendet der Vorsitzende oder der Sekretär es elektronisch zur Genehmigung an alle Mitglieder. Die Frist, innerhalb derer die Genehmigung beantragt wird, wird in der Übermittlung ausdrücklich angegeben; nach Ablauf dieser Frist gilt der Protokollentwurf als genehmigt. Wenn der Protokollentwurf außer formalen Änderungen keine weiteren Änderungen erhalten hat, gilt das erneute Korrekturlesen durch die Mitglieder als Genehmigung.

Das Protokoll, das die Angabe des Datums seiner Genehmigung und der Mitglieder, die es genehmigt haben, enthält, wird dem Vorsitzenden und dem Sekretär zur Unterzeichnung vorgelegt.”;

11° Artikel 13 wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 13 - Die Protokolle der Sitzungen werden nacheinander in einem Register festgehalten. Das Register und die Versammlungsprotokolle werden im Archiv des Ausschusses hinterlegt.”.

Art. 6. In Anhang 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Artikel 1 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) der einzige Absatz, der zu Absatz 1 wird, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

”Die Kommission tritt entweder in Präsenz an seinem Sitz oder an einem anderen, vom Vorsitzenden bestimmten Ort oder per Fernveranstaltung, Videokonferenz oder Hybridveranstaltung innerhalb von 15 Tagen nach jedem vom Bodenordnungsausschuss eingereichten Antrag auf Stellungnahme zusammen. Der Vorsitzende legt die Art, den Tag, die Uhrzeit und die Tagesordnung der Sitzungen fest.”;

b) der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”Die Kommission kann in den im Gesetzbuch vorgesehenen Fällen und auf Initiative des Vorsitzenden auch im Vorfeld jedes vom Ausschuss erwarteten Antrags auf Stellungnahme zusammentreten.”;

2° In Artikel 2 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) das Wort ”Sitzungsprotokoll” wird durch das Wort ”Versammlungsprotokoll” ersetzt;

b) die Wortfolge ”schriftlich oder auf dem elektronischen Weg wenigstens acht Tage vor dem Datum der Sitzung vor” wird durch die Wortfolge ”schriftlich wenigstens acht Tage vor dem Datum der Versammlung oder auf dem elektronischen Weg wenigstens fünf Tage vor dem Datum der Versammlung vor” ersetzt;

c) der Artikel wird wie folgt ergänzt: ”und den Ort der Präsenzveranstaltung oder bei einer Fernveranstaltung den Link der Videokonferenz”;

3° Artikel 3 wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 3 - Ein Mitglied, das verhindert ist, an der Versammlung teilzunehmen, bittet seinen Stellvertreter, es zu ersetzen.

Wenn ein Mitglied, das aus der Gruppe der Inhaber dinglicher Rechte oder aus der Gruppe der Benutzer ausgewählt wurde, und sein Stellvertreter verhindert sind, an der Versammlung teilzunehmen, bittet der Stellvertreter das andere stellvertretende Mitglied, das aus derselben Gruppe ausgewählt wurde, ihn zu ersetzen. »;

4° in Artikel 4 wird das Wort ”Sitzung” durch das Wort ”Versammlung”, das Wort ”Sitzungen” durch das Wort ”Versammlungen” und das Wort ”Sitzungspolizei” wird durch die Wortfolge ”Ordnungsgewalt in den Versammlungen” ersetzt;

5° In Artikel 5 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) das Wort ”Sitzungen” wird durch das Wort ”Versammlungen” ersetzt;

b) das Wort ”Sitzung” wird durch das Wort ”Versammlung” ersetzt;

6° in Artikel 6 wird die Wortfolge ”anwesenden Mitglieder” durch die Wortfolge ”Mitglieder, die an der Versammlung teilnehmen,” ersetzt;

7° In Artikel 7 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge ”anwesenden Mitglieder” wird jedes Mal durch die Wortfolge ”Mitglieder, die an der Versammlung teilnehmen,” ersetzt;

b) hinter die Wortfolge ”oder durch Handerheben” wird die Wortfolge ”oder durch schriftliche Stimmabgabe” eingefügt;

8° in Artikel 9 wird die Wortfolge ”darf nicht bei der Beratung anwesend sein oder an einer Abstimmung teilnehmen” durch die Wortfolge ”darf weder an der Beratung noch an der Abstimmung teilnehmen” ersetzt;

9° Artikel 10 wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 10 - Das Protokoll jeder Versammlung wird bei der Versammlung genehmigt und dem Vorsitzenden und dem Sekretär zur Unterzeichnung vorgelegt.”;

10° Artikel 11 wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 11 - Die Protokolle der Sitzungen werden nacheinander in einem Register festgehalten. Das Register und die Versammlungsprotokolle werden im Archiv der Kommission hinterlegt.”.

Art. 7 - In Anhang 3 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° eine Ziffer D.277 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

”D.277 = Benachrichtigung der Betroffenen über den Beginn der Bodenordnungsmaßnahmen”;

2° eine Ziffer D.299 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

”D.299 = Benachrichtigung der Betroffenen über ihren für gleich lautend erklärten Auszug aus der Bodenordnungsurkunde”.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2023 wirksam.

Art. 9 - In Bezug auf Artikel 1 und 3 wird die Zusammensetzung der Bodenordnungsausschüsse, subregionalen Bodenordnungsausschüsse und Flurbereinigungsausschüsse in dem Maße angepasst, in dem Mitglieder ihre Funktion in diesen Ausschüssen beenden, um die gewünschte Parität zu erreichen.

Art. 10 - Die Ministerin für ländliche Angelegenheiten wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Dezember 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/200360]

1 DECEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 betreffende de landinrichting van de landeigendommen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals landbouwwetboek, de artikelen D.269, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, D.271/1, ingevoegd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, D.279 en D.335, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 15 mei 2014 betreffende de landinrichting van de landeigendommen;

Gelet op het rapport van 9 juli 2023 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 2014 april 1995 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid dat op 8 mei 2023 werd afgesloten;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het verzoek om advies op 14 juli 2023 is ingeschreven in het register van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder nummer 74.131/2/V;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 31 augustus 2023 om geen advies uit te brengen binnen de gevraagde termijn, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Waalse regering van 15 mei 2014 betreffende de landinrichting van de landeigendommen wordt aangevuld met het volgend lid: "De comité voor landinrichting bestaat voor maximaal tweederde uit leden van hetzelfde geslacht."

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid wordt punt 1^o vervangen als volgt :

"1^o het betaalorgaan;";

b) in paragraaf 3 worden de woorden "van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "van de Waalse Overheidsdienst Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie".

Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "en bepaalt zijn zetel" worden geschrapt;

b) het volgend lid wordt toegevoegd: "Het Subregionaal comité voor landinrichting bestaat voor niet meer dan tweederde uit leden van hetzelfde geslacht.";

Art. 4. In artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden ", ongeacht of deze vergaderingen face-to-face, op afstand of op hybride wijze plaatsvinden" worden toegevoegd aan punt 1^o;

b) in 2^o worden de woorden "voor het bijwonen van één of meer vergaderingen face tot face" ingevoegd tussen de woorden "een reistoelage" en het woord "die";

c) in 3^o worden de woorden "voor het bijwonen van één of meer vergaderingen face tot face" ingevoegd tussen de woorden "een verblijftoelage" en de woorden "berekend overeenkomstig";

d) het artikel wordt aangevuld met een lid, dat als volgt luidt:

“Deelname aan een stemming als onderdeel van een schriftelijke procedure geeft geen recht op een toelage.”.

Art. 5. In bijlage 1 bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in artikel 1 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

“Het comité vergadert face-to-face, op zijn hoofdzetel of op een andere locatie bepaald door de voorzitter, of op afstand, via videoconferentie, of op hybride wijze telkens als de landinrichtingsverrichtingen het vereisen. De voorzitter bepaalt het type, de datum, het tijdstip en de agenda van de vergaderingen.”;

b) tussen de leden 1 en 2 wordt het volgend lid ingevoegd:

“Het Comité kan ook besluiten nemen via een schriftelijke procedure, overeenkomstig de in artikel 8 beschreven procedures.”;

2° in artikel 2 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord “zitting” wordt vervangen door het woord “vergadering”;

b) de woorden “schriftelijk of per e-mail minstens acht dagen voor de datum van de vergadering” worden vervangen door de woorden “schriftelijk ten minste acht dagen vóór de datum van de vergadering of langs elektronische weg ten minste vijf dagen vóór de datum van de vergadering”;

c) het artikel wordt aangevuld met de woorden “en de plaats van de vergadering face tot face of de verbinding met de videoconferentie op afstand”;

3° in artikel 3 worden in de Franse versie de woorden “l’Administration” telkens vervangen door de woorden “de l’Administration,”;

4° in artikel 4 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de Franse versie wordt het woord “séances” vervangen door het woord “réunions”;

b) in de Franse versie wordt het woord “séance” vervangen door het woord “réunion”;

c) de woorden “de dagen, uren en plaats” worden vervangen door de woorden “de dag, het tijdstip en de plaats of de link”;

5° in artikel 5 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de Franse versie wordt het woord “séances” vervangen door het woord “réunions”;

b) in de Franse versie wordt het woord “séance” vervangen door het woord “réunion”;

6° in artikel 6 wordt het woord “aanwezige leden” vervangen door de woorden “aan de vergadering deelnemende leden”;

7° in artikel 7 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “aanwezige leden” worden vervangen door de woorden “aan de vergadering deelnemende leden”;

b) de woorden “ofwel bij schriftelijke stemming,” worden ingevoegd tussen de woorden “ofwel met opgeheven hand uit,” en de woorden “volgens de beslissing van de voorzitter”;

8° in artikel 8 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “In een behoorlijk gerechtvaardigd spoedgeval” worden vervangen door de woorden “In een spoedgeval of om beslissingen te nemen waarvoor geen bijeenroeping vereist is”;

b) de woorden “op een bijzonder punt” worden vervangen door de woorden “op een of meer bijzondere punten”;

c) het artikel wordt met de volgende zin aangevuld: “De schriftelijke procedure wordt vastgelegd in notulen, die de rechtvaardiging voor het gebruik ervan bevatten.”;

9° in artikel 11 worden de woorden “mag geen beraadslaging bijwonen noch aan een stemming deelnemen” vervangen door de woorden “mag niet deelnemen aan de beraadslaging of stemming”.

10° artikel 12 wordt vervangen als volgt:

“Art. 12. Zodra de ontwerpnotulen zijn opgesteld, stuurt de voorzitter of secretaris ze elektronisch naar de leden die de vergadering hebben bijgewoond voor herlezing, met een kopie ter informatie voor de andere leden. De termijn waarbinnen de herlezing moet worden aangevraagd, staat expliciet in de brief; als deze termijn is verstreken, worden de ontwerpnotulen geacht te zijn herlezen. Indien nodig brengt de voorzitter of de secretaris inhoudelijke of formele wijzigingen aan in de ontwerpnotulen en legt ze op dezelfde manier ter herlezing voor.

Zodra de notulen zijn nagelezen, stuurt de voorzitter of secretaris ze elektronisch naar alle leden ter goedkeuring. De termijn waarbinnen de goedkeuring moet worden aangevraagd, staat expliciet in de brief; als deze termijn is verstreken, worden de ontwerpnotulen geacht te zijn goedgekeurd. Als de ontwerpnotulen op geen enkele andere wijze dan formeel zijn gewijzigd, geldt het herlezen door de leden als goedkeuring.

De notulen, waarin de datum van goedkeuring en de leden die ze hebben goedgekeurd worden vermeld, worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris;

11° artikel 13 wordt vervangen als volgt:

“Art. 13. De notulen van de vergaderingen worden na elkaar in een register opgenomen. Het register en de notulen van de vergaderingen worden bewaard in de archieven van het comité.”.

Art. 6. In bijlage 2 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in artikel 1 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) het enige lid, dat lid 1 wordt, wordt vervangen door de volgende :

"De commissie vergadert face tot face, op de zetel van het comité of op een andere locatie die door de voorzitter wordt bepaald, of op afstand, per videoconferentie of in hybride modus binnen vijftien dagen na elke adviesaanvraag ingediend door het comité voor landinrichting. De voorzitter bepaalt het type, de datum, het tijdstip en de agenda van de vergaderingen.";

b) het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De Commissie kan ook bijeenkomen voordat een verzoek om advies van de Commissie wordt verwacht, in de gevallen waarin het Wetboek voorziet en op initiatief van de voorzitter.";

2° in artikel 2 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord "zitting" wordt vervangen door het woord "vergadering";

b) de woorden "schriftelijk of per e-mail minstens acht dagen voor de datum van de vergadering op." worden vervangen door de woorden "schriftelijk ten minste acht dagen vóór de datum van de vergadering of langs elektronische weg ten minste vijf dagen vóór de datum van de vergadering op";

c) het artikel wordt aangevuld met de woorden "en de plaats van de vergadering face tot face of de verbinding met de videoconferentie op afstand";

3° artikel 3 wordt vervangen als volgt:

"Art. 3. Elk lid dat verhinderd is een vergadering bij te wonen, verzoekt zijn plaatsvervanger hem te vervangen.

Indien een uit de groep van de zakelijke rechthebbenden of uit de groep van de bewoners gekozen lid en zijn plaatsvervanger de vergadering niet kunnen bijwonen, nodigt de plaatsvervanger het andere uit dezelfde groep gekozen plaatsvervangende lid uit om hem te vervangen.";

4° in artikel 4 wordt in de Franse versie het woord "séances" telkens vervangen door het woord "réunions";

5° in artikel 5 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de Franse versie wordt het woord "séances" vervangen door het woord "réunions";

b) in de Franse versie wordt het woord "séance" vervangen door het woord "réunion";

6° in artikel 6 wordt het woord "aanwezige leden" vervangen door de woorden "aan de vergadering deelnemende leden";

7° in artikel 7 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "aanwezige leden" worden vervangen door de woorden "aan de vergadering deelnemende leden";

b) de woorden "ofwel bij schriftelijke stemming," worden ingevoegd tussen de woorden "ofwel met opgeheven hand uit," en de woorden "volgens de beslissing van de voorzitter";

8° in artikel 9 worden de woorden "mag geen beraadslaging bijwonen noch aan een stemming deelnemen" vervangen door de woorden "mag niet deelnemen aan de beraadslaging of stemming".

9° artikel 10 wordt vervangen als volgt:

"Art. 10. Het proces-verbaal van elke vergadering worden goedgekeurd tijdens de vergadering en ondertekend door de voorzitter en de secretaris;

10° artikel 11 wordt vervangen als volgt:

"Art. 11. De notulen van de vergaderingen worden na elkaar in een register overgeschreven. Het register en de notulen van de vergaderingen worden bewaard in de archieven van de commissie.".

Art. 7. In bijlage 3 bij hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een D.277 ingevoegd, luidend als volgt:

"D.277 = kennisgeving aan belanghebbenden van de start van de landinrichtingsoperatie;

2° er wordt een D.299 ingevoegd, luidend als volgt:

"D.299 = kennisgeving aan belanghebbenden van hun eensluidend verklaard uittreksel van de landinrichtingsakte.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2023.

Art. 9. Met betrekking tot de artikelen 1 en 3 wordt de samenstelling van de Landinrichtingscomités, Sub-Regionale Landinrichtingscomités en Ruilverkavelingscomités aangepast, naargelang de leden van deze comités niet langer in functie zijn, teneinde de gewenste pariteit te bereiken.

Art. 10. De Minister van Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER